

CHAPITRE 1. CONTEXTE, FINALITÉ ET CHAMP DU *MANUEL*

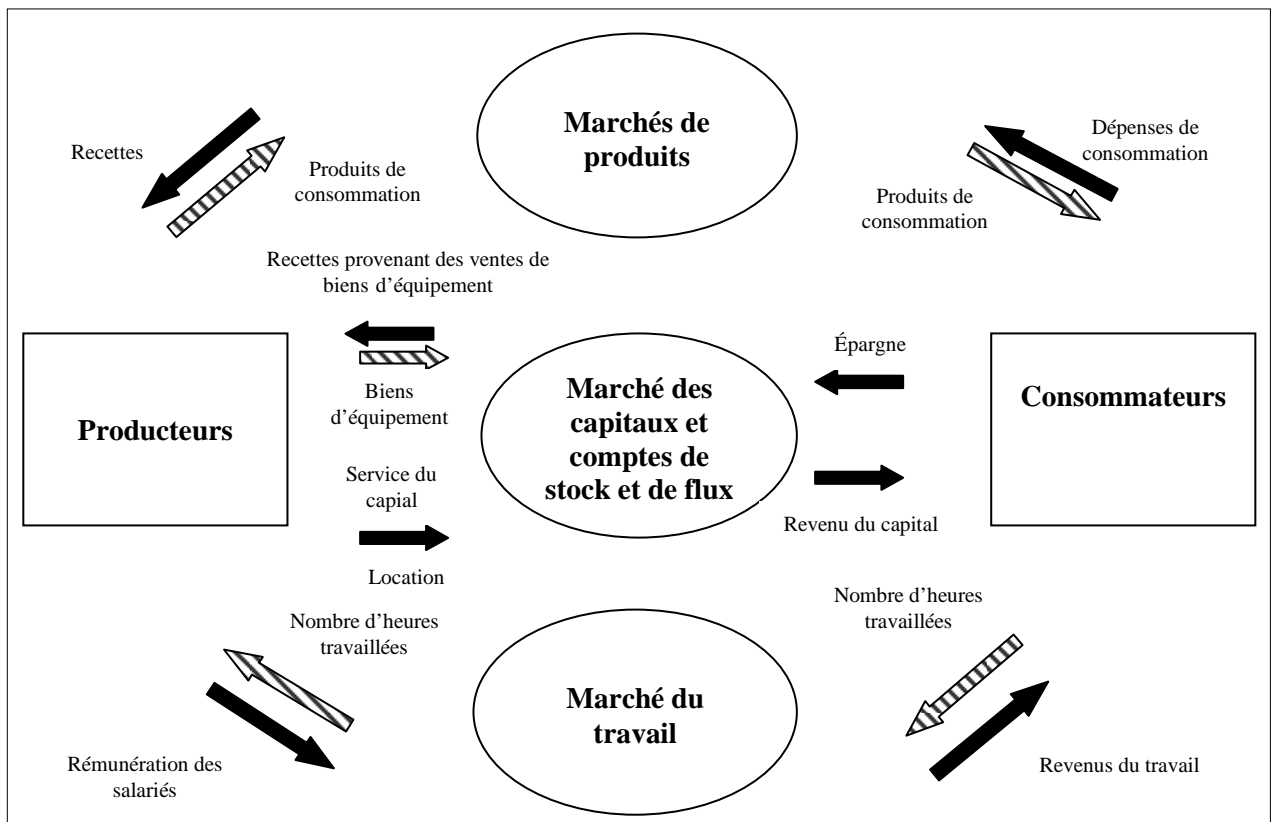
1.1. Le rôle de la mesure du capital

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler succinctement le rôle du capital dans un système de comptabilité nationale schématique. Pour ce faire, le plus simple est d'utiliser un diagramme de flux circulaire (voir ci-dessous), où les flux de biens et services ont pour contrepartie des flux monétaires. Dans le cas le plus élémentaire, où l'on ne fait intervenir que les consommateurs et les producteurs, il s'agit généralement d'un échange de travail (heures ouvrées) et de biens de consommation. Cet échange, effectué sur les marchés du travail et des biens de consommation, engendre des recettes et des coûts pour les producteurs et des dépenses et des revenus du travail pour les consommateurs. Les flux de travail entrant dans le secteur de production et ceux de biens de consommation en sortant correspondent au processus productif dont l'analyse est au cœur de nombreuses questions économiques.

Mais le travail n'est pas le seul facteur de production, le capital jouant aussi un rôle. Le capital rend en effet des services à la production, en contrepartie desquels il est rémunéré par un loyer si les utilisateurs de biens d'équipement les louent à leur propriétaire pendant une ou plusieurs périodes. Il n'est pas rare qu'utilisateurs et propriétaires ne forment qu'une seule et même entité économique. Les services du capital, quoique produits et consommés en interne par l'entité économique concernée, n'en ont pas moins une existence propre et doivent être mesurés aux fins de l'analyse. Un paiement interne peut être envisagé pour les flux internes de ces services, en attribuant à ceux-ci un prix. Le coût du capital servant à la production et le flux de services associé n'étaient pas pris en compte par le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993 mais, plus récemment, la révision du SCN a corrigé cette lacune.

Le capital est aussi un instrument de conservation de la valeur. Les producteurs achètent des biens d'équipement et sollicitent des financements auprès des ménages. Ces derniers investissent dans les biens d'équipement en mettant leur épargne à la disposition des producteurs, lesquels rémunèrent les ménages par des intérêts ou des dividendes, c'est-à-dire le revenu du capital. La dimension patrimoniale du capital entre également en jeu dans les bilans, car, à une date donnée, tous les actifs, financiers ou non, doivent apparaître au bilan de l'unité qui en est la propriétaire de manière à donner une image exhaustive du patrimoine économique.

Graphique 1. Diagramme circulaire – le rôle du capital



Source : Adapté de Hulten (2006)

Il est indispensable de mesurer le capital, en raison du rôle essentiel que celui-ci joue dans l'économie. Les fondements théoriques de la mesure du capital ont fait l'objet d'un grand nombre d'ouvrages et c'est sans doute le « débat de Cambridge » qui a été le plus animé dans ce contexte. Il n'est pas opportun d'examiner ou de commenter ce débat dans le présent *Manuel*, mais il apparaît clairement que la mesure du capital doit obligatoirement reposer sur quelque substrat théorique : dans le présent texte, il est largement appelé à la théorie néoclassique du capital.

En dehors des aspects purement théoriques, la mesure du capital suscite une difficulté pratique cruciale qui soulève de nombreuses questions empiriques : comment valoriser les stocks et les flux de capital en l'absence de transactions économiques (observables). Ce dilemme a été très clairement exposé par John Hicks dans *Capital and Time* (1973) :

« Mettons-nous à la place d'un statisticien auquel on demande un chiffre pour le capital national ; et supposons que ce qu'on lui demande est une valeur (en l'occurrence une valeur monétaire) de ce capital. [...] Il a appris que, pour mesurer le revenu national, il a besoin d'un ensemble de comptes, les comptes de flux de l'économie nationale. Ainsi, lorsqu'on lui demande une mesure du capital national, il s'attend à la présenter sous la forme d'un bilan national. Mais, en pratique, construire un bilan national est une tâche très différente.

En général, la plupart (mais non la totalité) des éléments d'un compte de flux, quelle qu'en soit la nature, correspondent à des transactions réelles. Quand un article est vendu, de l'argent change de main ; par conséquent, la valeur de l'article est exprimée en termes monétaires par l'acheteur et le vendeur, qui s'entendent sur le même montant. Il en va de même lorsqu'un prêt est accordé. Ainsi, si toutes les entités au sein d'une économie [...] tenaient des comptes de flux

appropriés et si ces comptes ne reflétaient que des transactions, il serait possible de compiler sur cette base un compte de flux national, selon un processus purement arithmétique. Bien sûr, le statisticien chargé d'établir le compte du revenu national ne pourrait pas accéder au grand nombre de comptes individuels dont il aurait besoin à cet effet ; il serait forcé de les estimer. Mais, ce faisant, il calcule un chiffre effectif [...] alors qu'il n'a pas d'informations sur celui-ci [...].

Ce qui, dans le cas des comptes de flux est une complication, évitable dans une certaine mesure, est un inconvénient central et inévitable dans celui du compte de capital. Les actifs, dont la possession est enregistrée dans le bilan, sont des actifs que l'on détient et non des marchandises que l'on vend. Ils peuvent être vendus à un moment ou l'autre, mais ils ne le sont pas à la date à laquelle le bilan fait référence. »

La question de la valorisation revêt une importance centrale pour les stocks, mais les transactions non observables jouent aussi un rôle décisif pour l'estimation des volumes et des prix des flux de services du capital : il existe des marchés de location à partir desquels des observations peuvent être faites sur la valeur marchande de ces services, mais la majeure partie du capital est encore utilisée par ses propriétaires. Le statisticien doit donc choisir entre deux options : ne pas tenir compte de ces flux économiques ou estimer le prix et la quantité des services du capital qui sont internes à l'unité économique concernée. A condition de procéder avec toute la prudence requise et en se fondant sur un solide raisonnement théorique et sur la plus grande quantité d'informations économétriques possible, on peut se rapprocher de l'objectif ultime de la mesure du capital, à savoir mieux comprendre les processus de création de valeur et de bien-être économique.

1.2. Finalité du Manuel

Le présent *Manuel* vise deux objectifs complémentaires :

Présenter un système intégré des stocks et des flux intéressant la mesure du capital ;

Formuler des directives pratiques pour l'estimation de ces stocks et de ces flux. Un soin particulier est accordé à garantir la cohérence avec le Système de comptabilité nationale.

Le présent *Manuel* est divisé en trois parties principales. La première expose les concepts de la mesure du capital d'une manière non technique. A l'aide d'exemples chiffrés, le bien-fondé économique et statistique de la mesure des flux et stocks associés au capital est expliqué. Le principal message qui se dégage de cette analyse est probablement la nécessité d'un ensemble cohérent de flux et de stocks relatifs au capital, les plus importants de ces flux étant la formation de capital, l'amortissement et les services du capital et les plus importants de ces stocks étant le stock net et le stock productif. S'ils réussissent à produire un tel ensemble cohérent de mesures du capital, les offices nationaux de statistique contribueront beaucoup à l'utilité des comptes nationaux.

La deuxième partie du *Manuel* concerne les questions de précision et de mise en œuvre. Elle présente de façon aussi précise que possible sous l'angle technique certains concepts et règles de mesure.

Elle passe aussi en revue certaines mesures du capital qui n'ont pas encore été intégrées dans les comptes nationaux et/ou ne le seront pas à bref délai, alors même qu'elles sembleraient utiles du point de vue économique et qu'elles sont sans doute indissociables des ouvrages de recherche plus

La finalité principale de ce *Manuel* est de montrer comment bâtir un ensemble cohérent et analytiquement utile de mesures des flux et des stocks de capital

poussés. Parmi ces mesures figurent l'imputation de la totalité du coût d'usage aux actifs de l'État et l'inclusion dans les actifs productifs des terrains, des autres stocks et ressources naturels.

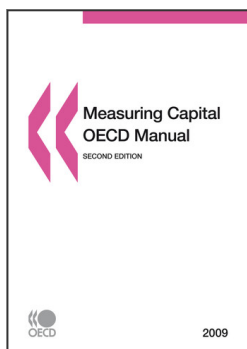
La troisième partie est une présentation algébrique du modèle de mesure sous-tendant les stocks et les flux de capital. L'objectif est de montrer, à partir d'une relation économique de base concernant les valeurs des actifs, comment des expressions de l'amortissement, des coûts d'usage et des divers types de stocks peuvent être dérivées selon des modalités aussi cohérentes que possibles avec le Système de comptabilité nationale.

1.3. *Ce que le Manuel ne couvre pas*

Ce *Manuel* ne traite pas de la mesure de la formation de capital proprement dite. Le SCN 1993 et sa révision ont repoussé la frontière des actifs en introduisant de nouvelles classes d'actifs fixes telles que l'exploration minière, les logiciels et les divertissements informatiques, les œuvres littéraires et artistiques originales et la recherche-développement. La valorisation de certains de ces nouveaux actifs soulève des problèmes pratiques et conceptuels, mais ces questions spécifiques ne sont abordées que succinctement dans ce document.

Le *Manuel* est quelque peu éclectique dans le choix des actifs non produits qui sont expressément couverts. Il traite le plus souvent, soit implicitement, soit expressément, des actifs produits parce que ceux-ci sont à la base de la mesure du capital et qu'ils conviennent le mieux aux indicateurs d'apports de capital dans la production. Bien que les terrains soient des actifs non produits, ils font l'objet d'un soin particulier dans le *Manuel* tandis qu'une place plus limitée est dévolue aux autres actifs non produits tels que les ressources naturelles. Il n'existe pas de justification conceptuelle solide pour ce choix, excepté que la science économique a longtemps traité les terrains comme une source de services du capital et qu'ils doivent être reconnus en tant que tels. Ce n'est pas le cas, dans une moindre mesure, pour les autres actifs non produits. Pour des raisons purement pratiques, il aurait été impossible de produire un guide exhaustif sur la mesure des bilans non financiers dans les délais impartis pour la rédaction de ce *Manuel*. Il existe au demeurant de nombreuses directives internationales sur les actifs environnementaux, notamment sous la forme du *Manuel* de comptabilité nationale : Comptabilité environnementale et économique intégrée (Organisation des Nations Unies et autres 2003), auquel nous renverrons le lecteur lorsque ce sera nécessaire.

Des indices sur les prix des actifs sont nécessaires pour mesurer les stocks de capital et le volume des investissements. La construction d'indices de prix pour les actifs fixes est particulièrement difficile car de nombreux actifs immobilisés sont uniques de sorte qu'il n'est pas possible d'observer les variations de prix d'une période à l'autre. Une autre difficulté tient au fait qu'une proportion importante des biens d'équipement, comme le matériel informatique et de télécommunications, connaît des avancées technologiques rapides parfois délicates à appréhender. La mesure des indices des prix des logements et des terrains pose aussi des questions méthodologiques importantes. Si nous avons fait allusion à ces questions, nous ne les avons pas traitées en détail parce que nous considérons qu'elles concernent les indices des prix et ne sont pas spécifiques à la mesure du stock de capital.



Extrait de :
Measuring Capital - OECD Manual 2009
Second edition

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264068476-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Contexte, finalité et champ du manuel », dans *Measuring Capital - OECD Manual 2009 : Second edition*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264067752-4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.